

France-Rouen: Health and safety consultancy services

OJ S 192/2015 03/10/2015

Contract notice**Services****Directive 2004/18/EC****Section I: Contracting authority**

I.1. Name and addresses

Official name: Conseil régional de Haute-Normandie

Postal address: 5 rue Robert Schuman, CS 21129

Town: Rouen Cedex

Postal code: 76174

Country: France

Contact person: Service de la commande publique

E-mail: service.commande.publique@hautenormandie.fr

Telephone: +33 235525718

Fax: +33 235522350

Internet address(es):General address of the contracting authority: <http://www.hautenormandie.fr>Address of the buyer profile: <http://www.mpe76.fr>Electronic access to information: <http://www.mpe76.fr>Electronic submission of tenders and requests to participate: <http://www.mpe76.fr>**Additional information can be obtained from:**

Official name: Région Haute-Normandie

Postal address: 5 rue Robert Schuman, CS 21129

Town: Rouen Cedex

Postal code: 76174

Contact person: Direction du patrimoine régional — service construction et travaux

For the attention of: Damien Neufville

Telephone: +33 235525719

Fax: +33 235522121

Internet address: <http://www.mpe76.fr>**Specifications and additional documents (including documents for competitive dialogue and a dynamic purchasing system) can be obtained from:**

Official name: Hélio Service

Postal address: 16 bis rue Alfred Kastler, BP 331

Town: Mont-Saint-Aignan Cedex

Postal code: 76136

E-mail: ao@helio-service.fr

Telephone: +33 232195040

Fax: +33 232195025

Internet address: <http://www.mpe76.fr>**Tenders or requests to participate must be submitted:** Official name: Région Haute-Normandie

Postal address: 5 rue Robert Schuman, CS 21129

Town: Rouen Cedex

Postal code: 76174

Contact person: Service de la commande publique

E-mail: service.commande.publique@hautenormandie.fr

Telephone: +33 235525718

Fax: +33 235522350

Internet address: <http://www.mpe76.fr>

I.2. Type of the contracting authority

Regional or local authority

I.3. Main activity

General public services

I.4. Contract award on behalf of other contracting authorities

The contracting authority is purchasing on behalf of other contracting authorities: no

Section II: Object of the contract

II.1. Description

II.1.1. Title attributed to the contract by the contracting authority

Marché à bons de commande pour les missions de coordination sécurité et protection de la santé dans le cadre d'opérations de bâtiment et de génie civil à destination du Patrimoine immobilier régional.

II.1.2. Type of contract and place of performance or delivery

Services

Service category No 12: Architectural services; engineering services and integrated engineering services; urban planning and landscape engineering services; related scientific and technical consulting services; technical testing and analysis services

Main site or place of performance: Sur le territoire de la Région Haute-Normandie.

NUTS code FR23 Haute-Normandie

II.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The notice involves a public contract

II.1.4. Information about framework agreement

II.1.5. Short description of the contract or purchase(s)

Conformément aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31.12.1993 et des textes pris pour son application, la présente consultation porte sur la réalisation d'une mission de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS), pour les phases de conception et de réalisation, relative aux opérations de Catégorie II ou III au sens de l'article R. 4532-1 du Code du Travail.

La présente consultation concerne: Marché à bons de commande pour les missions de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (CSPS) dans le cadre d'opérations de bâtiment et de génie civil à destination du Patrimoine Immobilier Régional dont le montant des travaux est inférieur ou égal à 1 500 000 EUR (HT).

II.1.6. CPV code(s)

71317210 Health and safety consultancy services

II.1.7. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

II.1.8. Lots

This contract is divided into lots: yes

II.1.9. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2. Scope of the procurement

II.2.1. Total quantity or scope

Le présent appel d'offres ouvert est soumis aux dispositions des articles 33 3^{al}. Et 57 à 59 du Code des marchés publics et concerne le Marché à bons de commande pour les missions de Coordination sécurité et protection de la santé (CSPS) dans le cadre d'opérations de bâtiment et de génie civil à destination du Patrimoine Immobilier Régional dont le montant des travaux est inférieur ou égal à 1 500 000 EUR (HT).

Cette consultation sera passée en application de l'article 77- i du Code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commande.

Il s'agit d'un marché à bon de commande sans minimum, ni maximum et un opérateur économique.

Au regard de l'arrêt du Conseil d'État du 8.8.2008, Commune de Nanterre, no 309136, les marchés à bons de commande au sens de l'article 77 du code des marchés publics, sont regardés comme des accords cadre au sens de la Directive 2004/18 du 31.3.2004.

Les prestations sont réparties en 3 lots. Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé. Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots et devront justifier de leur capacité à exécuter deux lots ou plus dans le mémoire technique.

Le marché est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la notification.

Le marché peut être reconduit expressément par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 2 ans.

Estimation de 280 000 EURO (TTC) pour 1 an.

II.2.2. Information about options

Options: yes

Description of options: Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de passer:

— des avenants

— un nouveau marché pour la réalisation de prestations complémentaires (article 35-II.5° du CMP) ou similaires(article 35-II.6° du CMP) et qui seront exécutées par l'attributaire de ce présent marché.

Les conditions d'exécution de ce nouveau marché seront identiques à celles du marché initial.

II.2.3. Information about renewals

This contract is subject to renewal: yes

II.3. Duration of the contract or time limit for completion

Information about lots

Lot No: 1

1) Short description

Lycée Françoise de Grâce au Havre

Lycée François 1er au Havre

EREA Maurice Genevoix et CFA au Havre

Lycée Claude Monet au Havre

Lycée Laurent de Lavoisier au Havre

Lycée Auguste Perret au Havre

Lycée Jules Le Cesne au Havre

Lycée Robert Schuman et CFA au Havre
 Lycée Jules Siegfried au Havre
 Lycée Porte Océane et GRETA au Havre
 Lycée Jean Prévost à Montivilliers
 Lycée Jacques Prévert à Pont Audemer
 Lycée Risle Seine et CFA à Pont Audemer
 Lycée Pierre de Coubertin à Bolbec
 Lycée Pierre et Marie Curie à Bolbec
 Lycée Jehan Ango à Dieppe
 Lycée du Golf à Dieppe
 Lycée Pablo Neruda et GRETA à Dieppe
 Lycée Emulation Dieppoise à Dieppe
 Lycée du Bois à Envermeu
 CFPAP à Fauville en Caux
 Lycée Descartes Maupassant à Fécamp
 Lycée maritime Anita Conti à Fécamp
 Lycée Le Hurle Vent et CFA au Tréport
 Lycée Anguier à Eu
 Lycée Guillaume le Conquérant à Lillebonne
 Lycée Jean Rostand à Offranville
 Lycée Côte d'Albâtre à St Valéry en Caux
 Lycée Agricole à Yvetot
 CFPP à Yvetot
 Lycée Raymond Queneau à Yvetot
 Bâtiments Régionaux hors EPLE:
 Ecole maritime au Havre.

2) CPV code(s)

71317210 Health and safety consultancy services

3) Quantity or scope

4) Indication about different time frame or duration

5) Additional information about lots

Estimation de 93 333 EUR (TTC) pour un an.

Lot No: 2

1) Short description

Lycée Auguste Bartholdi à Barentin (ancien lycée Edmond Labbé)
 EREA Louis Pergaud à Barentin
 Lycée Thomas Corneille à Barentin
 Lycée Agricole du Pays de Bray à Brémontier Merval
 Lycée Georges Baptiste à Canteleu
 Lycée Vallée du Cailly à Déville lès Rouen
 Lycée Delamare Deboutteville à Forges les Eaux
 Lycée Galilée à Franqueville St Pierre
 Lycée Louise Michel à Gisors
 Lycée Jean Moulin aux Andelys
 Lycée Bernard Palissy à Maromme
 Lycée Georges Brassens à Neufchâtel en Bray
 Lycée Augustin Hébert à Evreux

Lycée Aristide Briand à Evreux
Lycée Modeste Leroy et GRETA à Evreux
Lycée Léopold Sédar Senghor à Evreux
Lycée Horticole à Evreux
Lycée André Malraux à Gaillon
Lycée agricole Edouard de Chambray à Gouville
Lycée Jean-Baptiste Decrétot à Louviers
Lycée Les Fontenelles à Louviers
Lycée Marc Bloch à Val de Reuil
Lycée Porte de Normandie à Verneuil sur Avre
Lycée Georges Dumezil à Vernon
Bâtiments Régionaux hors EPLE:
IUFM à Mont Saint Aignan
IDS à Canteleu.

2) CPV code(s)

71317210 Health and safety consultancy services

3) Quantity or scope

4) Indication about different time frame or duration

5) Additional information about lots

Estimation de 93 333 EUR (TTC) pour un an.

Lot No: 3

1) Short description

Lycée Augustin Fresnel à Bernay
Lycée Clément Ader et SEP à Bernay
Lycée Augustin Boismard à Brionne
Lycée Ferdinand Buisson et GRETA à Elbeuf
Lycée André Maurois à Elbeuf
Lycée Gilbert Martin au Neubourg
Lycée Pierre Corneille à Rouen
Lycée Gustave Flaubert à Rouen
Lycée Grieu à Rouen
Lycée Jeanne D'Arc à Rouen
Lycée Blaise Pascal à Rouen
Lycée Camille Saint Saëns à Rouen
Lycée Fernand Léger à Grand-Couronne
Lycée Val de Seine à Grand-Quevilly
Lycée Le Corbusier à Saint Etienne du Rouvray
Lycée Jean-Baptiste Colbert à Petit-Quevilly
Lycée Elisa Lemonnier à Petit-Quevilly
Lycée Les Bruyères à Sotteville-Lès-Rouen
EREA Françoise Dolto à Sotteville-Lès-Rouen
Lycée Marcel Sembat à Sotteville-Lès-Rouen
Bâtiments Régionaux hors EPLE:
Hôtel de Région (Bâtiments Schuman, Gambetta, Fontenay, Hémicycle) et Bâtiment
Esplanade à Rouen
Hôtel de Région (Bâtiment J. Monnet) à Rouen
Immeuble « Martainville » 3ème étage à Rouen

Plateforme logistique régionale à Déville-Lès-Rouen
Anciens locaux de l'appre à Envermeu
Site Régional hébergeant le Centre de Données Régional et le Bâtiment « crihan » à Saint-Etienne-Du-Rouvray
Maison Marou à Rouen
Pôle Régional des Savoirs à Rouen
Auditorium Corneille à Rouen
CERTAM à St Etienne du Rouvray
Anciens locaux du lycée Jacquard à Barentin
Anciens locaux du lycée M. Anguier à Eu (locaux centre-ville)
Institut National de la Boulangerie et de la Pâtisserie à Rouen.

2) CPV code(s)

71317210 Health and safety consultancy services

3) Quantity or scope

4) Indication about different time frame or duration

5) Additional information about lots

Estimation de 93 334 EUR (TTC) pour un an.

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions related to the contract

III.1.1. Deposits and guarantees required

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

III.1.2. Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them

Articles 86 à 111 du code des marchés publics à l'exception des articles 90, 91, 101, 102 et 103.

Le marché sera réglé sur le budget de la Région de Haute-Normandie constitutive d'une collectivité régionale.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours dans le respect des dispositions de l'article 98 du code des marchés publics.

III.1.3. Legal form to be taken by the group of economic operators to whom the contract is to be awarded

Le candidat peut se présenter seul ou en groupement d'entreprises auquel cas la forme requise sera un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

III.1.4. Contract performance conditions

The performance of the contract is subject to particular conditions: no

III.2. Conditions for participation

III.2.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions: Les candidats doivent utiliser les formulaires Dc1 (lettre de candidature) et Dc2 (déclaration du candidat) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr/daj/formulaires. Ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous:

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 du Code des marchés publics:

- copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire;

- déclaration sur l'honneur:

- * justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 43 du CMP;

- * indiquant ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin no 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du code du travail;

- * indiquant avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en oeuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission;

- renseignement sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée à l'article L5212-1 à 4 du Code du travail.

III.2.2. Economic and financial ability

List and brief description of conditions: Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus à l'article 45 du Code des marchés publics:

- déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles;

- déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;.

III.2.3. Technical and professional ability

List and brief description of conditions:

Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus à l'article 45 du Code des marchés publics:

- déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années;

- présentation d'une liste de références effectuées au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date, le lieu d'exécution des prestations et le destinataire public ou privé. Les prestations sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat;

- ou Les certificats de qualifications professionnelles; la preuve de la capacité de l'entreprise peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'entreprise à réaliser la prestation pour laquelle elle se porte candidate.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de

l'opérateur économique.

Pour les entreprises nouvellement créées, celles-ci doivent pouvoir justifier de leurs capacités financières et professionnelles par tous les moyens.

Minimum level(s) of standards possibly required:

— Attestation de compétence CSPS actualisée tous les 5 ans, dans l'année civile qui suit l'échéance de la dernière attestation de compétence mentionnée à l'article R.4532-31 du code du travail.

III.2.4. Information about reserved contracts

III.3. Conditions specific to services contracts

III.3.1. Information about a particular profession

Execution of the service is reserved to a particular profession: no

III.3.2. Information about staff responsible for the performance of the contract

Obligation to indicate the names and professional qualifications of the staff assigned to performing the contract: yes

Section IV: Procedure

IV.1. Type of procedure

IV.1.1. Type of procedure

Open

IV.1.2. Information about the limits on the number of candidates to be invited

IV.1.3. Information about reduction of the number of solutions or tenders during negotiation or dialogue

IV.2. Award criteria

IV.2.1. Award criteria

The most economically advantageous tender in terms of Criteria below

1. Valeur technique de l'offre (en%) au regard du mémoire technique: 1-1 Méthodologie d'intervention (25 %); 1-2 -Qualité des exemples de PGC et DIUO (20 %); 1-3 -Organisation et moyens en personnel affectés à la réalisation de la prestation (15 %). Weighting 60
2. Prix des prestations (en%) au regard du bordereau des prix figurant à l'annexe 2 de l'acte d'engagement. Weighting 40

IV.2.2. Information about electronic auction

An electronic auction will be used: no

IV.3. Administrative information

IV.3.1. File reference number attributed by the contracting authority

15114SGA

IV.3.2. Previous publication concerning this procedure

IV.3.3. Conditions for obtaining specifications and additional documents or descriptive document

Payable documents: no

IV.3.4. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

9.11.2015 - 16:30

IV.3.5. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.3.6. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French.

IV.3.7. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in days: 120 (from the date stated for receipt of tender)

IV.3.8. Conditions for opening of tenders

Place: Postal address: Région Haute-Normandie-5 ru R. Schuman CS 21129-76174 Rouen Cedex

Persons authorised to be present at the opening of tenders: yes

Information about authorised persons and opening procedure: Ouverture en Commission Technique.

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: yes

Estimated timing for further notices to be published:

VI.2. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

VI.3. Additional information

Pour information, l'attribution du ou (des) marché(s) fera l'objet d'un avis consultable sur le site www.mpe76.fr.

Le Décret no 2014-1097 du 26.9.2014 portant mesures de simplification applicables aux marchés publics pose le principe du « dites-le nous une seule fois » ou de la mutualisation des dossiers de présentation qui permet aux candidats de ne présenter qu'une seule fois les informations nécessaires à la validation de leur candidature à plusieurs marchés publics passés par le même service acheteur, sous réserve, le cas échéant, de leur mise à jour.

Au 2.1.2015, la Région Haute Normandie a mis en place un outil collaboratif dédié au stockage des pièces de la candidature des entreprises répondant à nos consultations.

Dès lors les candidats sont informés que la Région Haute Normandie pourra disposer des documents déjà en sa possession, en cours de validité, pour la validation ou la complétude de son dossier de candidature.

Conditions de remise des offres:

Les offres peuvent être transmises par lettre recommandée avec accusé de réception ou déposées contre récépissé.

OU transmission par voie électronique www.mpe76.fr sous la référence publique 15114sga.

La Région Haute-Normandie privilégie le mode de transmission par voie papier.

Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles exigées pour les réponses sur support papier. Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un avis de réception électronique. Chaque pièce de la candidature/et ou offre doit faire l'objet d'une signature électronique propre.

Dès lors, en application des dispositions des articles 11 du code des marchés publics, il

convient que les candidatures (DC 1 modifié) et les pièces de l'offre notamment l'acte d'engagement, transmis par voie électronique soient signés par un représentant de l'opérateur économique, habilité à engager sa société, au moyen d'un certificat de signature électronique «Fichier isolé par fichier isolé».

Une signature manuscrite scannée ou griffée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

Par application de l'arrêté du 15.6.2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, les candidats doivent respecter les conditions relatives aux certificats de signature et à l'outil de signature décrites à l'article 6.2 du présent règlement de consultation. Il est conseillé aux candidats d'utiliser un certificat de signature reconnu ainsi que l'outil de signature de la plate-forme Dans le cas contraire, les justificatifs précisés à l'article 6.2 du règlement de consultation seront à fournir.

Conditions d'obtention du cahier des charges:

Le dossier de consultation sera retiré gratuitement par chaque candidat auprès de Hélios Service.

Le dossier de consultation est également téléchargeable sur le site www.mpe76.fr
Date d'envoi du présent avis au JOUE et au BOAMP: 29.9.2015.

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal administratif ou président du Tribunal administratif

Postal address: 53 avenue Gustave Flaubert

Town: Rouen

Postal code: 76000

E-mail: greffe.ta-rouen@juradm.fr

Telephone: +33 232081270

Fax: +33 232081271

VI.4.2. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures: L'ensemble des référés prévus aux articles L 551-1, L551-2, L521-1, L521-2, L521-3, L 551-13 à 23, R531-1, R532-1, R541-1 du code de justice administrative, sans condition de délai sauf le référé pré-contractuel qui peut être exercé depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat — déféré préfectoral sur saisine: Article L4142-1 du code général des collectivités territoriales dans un délai de 2 mois suivant la date de réception de l'acte contesté (demande de suspension possible par le préfet);

— recours pour excès de pouvoir prévu par l'article R421-1 du code de justice administrative dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision contestée ou, le cas échéant, de trois ou quatre mois sur le fondement du délai de distance;

Prolongation possible de quatre à six mois du délai pour l'exercice d'un recours administratif ou par la saisine du préfet pour qu'il défère la décision contestée au tribunal administratif.

— recours administratif auprès du président du Conseil régional;

— recours de pleine juridiction sur le fondement de l'arrêt CE « SA Tropic Travaux Signalisation » Du 16.7.2007;

VI.4.3. Service from which information about the review procedure may be obtained

VI.5. Date of dispatch of this notice

29.9.2015